appartenaient à presque toutes les catégories de l'industrie locale.

On signalait à neuf heures, le chomage partiel ou total de quinze établissements, tissages, filatures de laines, filatures de coton, peignages, etc.

Vers huit heures deux bandes arrivaient de Roubaix par le boulevard Gambetta et la rue Neuve-de-Roubaix. La première fut refoulée par un détachement de cavalerie ; quant à la seconde forte environ de 2,000 hommes, elle ne fut que dispersée, et ceux qui la composaient prirent des chemins de traverse pour se reformer en plusieurs groupes qui se mirent à parcourir la ville en chantant la *Carmagnole*, afin d'entraîner à la grève ceux de leurs camarades qui continuaient à travailler.

L'un de ces groupes essaya vainement de forcer la porte d'entrée de l'établissement de MM. Lamourette et Leroux frères. Il se rendit alors rue du Dragon et rue de l'Alma, à la filature de MM. Caulliez père, fils et Delaoutre : les manifestants se mirent à jeter des pierres dans les fenêtres, et en quelques instants un grand nombre de vitres et de dalles volèrent en éclats. Deux agents de police, MM. Delahaye et Vandeudrisse, impuissants à réprimer ces désordres et après avoir été très malmenés, firent demander du renfort, et bientôt survint un peloton de chasseurs qui dégagea les abords de l'établissement.

Chez MM. Bayart-Parent, rue Fin de la Guerre, on avait aussi tenté d'enfoncer la porte.

On apprenait presqu'en même temps que des scènes de dévastations se produisaient chez MM. Sion et Vienne, rue des Carliers. Là encore des pierres avaient été lancées dans les fenêtres de la filature, du tissage et même de la maison d'habitation : des dégâts assez importants avaient déjà été faits avant qu'on ait pu demander l'intervention de la troupe. D'ailleurs à l'approche des soldats, tous les manifestants se dispersaient rapidement : cinq chasseurs à cheval et deux gendarmes avaient suffi pour les mettre en fuite. Pas un ouvrier ne manquait à l'appel, mais on dut alors suspendre le travail.

Rue Neuve-de-Roubaix des désordres survenaient vis-à-vis du peignage de Mme Fouan : des pierres étaient jetées dans la grande fenêtre de la salle de machine et en brisaient toutes les vitres. Un peloton de chasseurs fut mandé en toute hâte et là, comme la foule, amassée aux abords de l'établissement, manifestait des dispositions hostiles, M. Chamberlin, commissaire de police du 1er arrondissement, fit dégager toute la rue par deux charges de cavalerie qui refoulèrent les manifestants jusqu'au bureau d'octroi. Un individu, d'origine étrangère, qui avait proféré des menaces contre la police, fut arrêté et conduit au poste par deux agents escorté d'un piquet d'infanterie.

Grâce à la ferme attitude de M. le commissaire de police, le quartier recouvrait bientôt sa tranquillité.

Afin de protéger la liberté du travail, des détachements de cavalerie et d'infanterie ont été placés près des principaux établissements.

On s'attend à voir la grève s'étendre partout.

M. Hassebroucq, maire de la ville, est en permanence à l'Hotel-de-Ville où il reçoit des délégations d'ouvriers.

Les demandes portent généralement, ainsi que nous l'avons dit hier, sur la réduction à 10 heures de la durée du travail avec le même salaire que pour 12 heures.

Le mouvement gréviste s'est plutôt accentué dans l'après-midi. Quelques établissements qui avaient tourné ce matin, ont dû suspendre le travail.

On signale de nouvelles incursions de bandes venant de Roubaix. L'une d'elles, composée de 2 ou 3,000 hommes, en passant rue Chanzy, a brisé des vitres à la filature de M. Dewavrin-Crombez.

Des renforts de troupes sont arrivés vers trois heures et les rues sont sillonnées de patrouilles.

3 heures. — L'agitation augmente : la même bande a brisé des vitres chez Flipo-Holbecq, filateur de coton, elle se dirige vers la Croix-Rouge. — On prétend que des pierres ont été lancées sur la troupe.

La police est sur les dents : de tous les côtés lui arrivent des demandes de secours, et, depuis deux jours, commissaires et agents ont à peine pris de repos, ils sont obligés de se multiplier. Nous avons cité plus haut la crâne attitude de M. Chamberlin, qui tenait tête à une troupe d'une cinquantaine d'individus ; nous nous plaisons à reconnaître que la police a rempli son devoir et a fait tout ce qu'il était possible de faire en d'aussi tristes circonstances.

La bande, dont nous parlions plus haut a causé des dégâts assez sérieux à la filature de MM. Flipo frères, mais là une charge de cavalerie l'a refoulée jusqu'à la frontière.

A noter une nouvelle arrestation cette après-midi : celle d'un nommé Gustave Bélam, jeune homme de 20 ans, domicilié à Mont-à-Leux : toujours les étrangers !

L'émotion est grande à Tourcoing. Les industriels étaient animés des meilleures dispositions : ils demandaient simplement le temps de la réflexion : malheureusement quelques fauteurs de troubles ont donné au mouvement gréviste un caractère de gravité qu'il ne devait pas prendre.

Un incident à signaler : vendredi matin un industriel de Tourcoing, M. Charles Herbaux, passait en voiture boulevard Gambetta, quand il a été assailli de pierres par une bande d'individus qui se rendait à Tourcoing; le cocher a été blessé à la lèvre.

Les terrassiers occupés aux travaux du canal se sont mis en grève. Ils réclament 0,25 centimes en plus par jour.

LA JOURNÉE DU 1er MAI

A LILLE

A trois heures moins quelques minutes, les délégués se mettent en marche vers la préfecture ; les six principaux délégués qui seront reçus par M. Vel-Durand marchent en tête ; les autres suivent.

A peine sortis de l'estaminet Delcourt, les manifestants sont immédiatement coupés par la police, qui ne laisse passer que les six délégués.

Les délégués suivent la rue Esquermoise, la rue Nationale et le boulevard de la Liberté.

Une poussée se produit dans la rue Nationale, à la hauteur de la rue Jean-Roisin; la police barre immédiatement cette rue et agit avec la plus grande énergie.

Sur la place de la République, la foule est considérable, plusieurs milliers de personnes, où domine l'élément ouvrier, encombrent ce vaste emplacement.

Les ouvriers sont accueillis au passage par des acclamations et des cris de « Vive le parti ! vivent les ouvriers ». Beaucoup d'ouvriers agitent leurs casquettes.

Huit délégués seulement sont introduits à la préfecture. Les membres de la presse sont soigneusement exclus de l'entrevue.

Pendant ce temps, la police forme la haie devant la préfecture. Les gendarmes à pied et à cheval barrent la rue Jacquemars-Giélée.

La foule grossit. Il y a plus de 6,000 manifestants sur la place de la République.

Le commissaire central et tous les commissaires de quartier assurent le service d'ordre.

Les délégués s'entretiennent très longuement avec M. Vel-Durand; nous ne connaissons pas encore exactement les résultats de cette entrevue, nous savons seulement que les ouvriers ont exposé très nettement toutes leurs revendications, et que M. le préfet a fort peu parlé, dans la crainte que ses paroles ne soient interprétées d'un façon plus ou moins défavorable.

A 3 h. 45, les délégués sortent de la préfecture, et les gendarmes les oblige à descendre la rue Jacquemars-Giélée et à prendre la rue Jean-sans-Peur.

Par suite des mesures d'ordre, la foule ne peut rejoindre les délégués; elle se disloque et se dirige vers l'estaminet de la *Table Ronde*, rue de la Vieille-Comédie.

Bientôt, la rue de Béthune est littéralement noire de monde. Mais toute cette foule est aussi pacifique que paisible.

En un clin d'œil, la salle du premier étage de la *Table Ronde* est envahie; beaucoup de gens ne peuvent y entrer, tant l'affluence est considérable. M. Delory rappelle que les délégués rendront compte de leur mandat ce soir à huit heures, au *Salon central*, rue Notre-Dame, 25.

Il propose à l'assemblée de boire un verre en l'honneur de la « fête ouvrière du 1er mai. » (Applaudissements répétés).

M. Delory entonne ensuite le fameux chant de l'*Internationale*. Toute l'assistance reprend en chœur le refrain.

Dans la rue de la Vieille-Comédie stationnent de nombreux groupes que les agents font circuler dès qu'ils deviennent trop compacts.

En somme, la manifestation est restée absolument pacifique, et, on ne signale aucun incident sérieux.

— Une réunion a eu lieu à huit heures au *Salon Central*, rue Notre-Dame. Les commissaires Chauvin et Guénot assuraient le service d'ordre.

La réunion est ouverte à huit heures un quart. Le bureau est élu par acclamations il se compose de MM. Legrand, président, Simon, Lepreux, Delcluse.

M. Delcourt rend compte, au milieu des applaudissements, de l'entrevue des délégués avec le préfet.

MM. Ghesquière, Gairaud, Simon Lepreux, Delory prennent successivement la parole.

M. Delcourt annonce que dimanche prochain se tiendra chez lui une réunion publique où parleront MM. Brunet et André Gély délégués de la bourse du travail de Paris.

Un individu qui veut poser une question à M. Delcourt est expulsé en moins de temps qu'il n'en faut pour l'exprimer.

La réunion se termine à 9 h. 1/2 par une approbation unanime de la conduite des délégués.

La foule s'écoule sans aucun incident. La nuit est aussi calme qu'on puisse le souhaiter.

DANS LE NORD

A DOUAI ET A DORIGNIES

La situation est on ne peut plus calme. Sur les routes, on ne rencontre que des mineurs endimanchés, quelques-uns même en chapeau haut de forme. D'autres travaillent dans leurs jardins.

Le chômage est général dans le bassin de l'Escarpelle. La descente a été nulle aux puits 1, 4 et 5. Au puits 3, 10 mineurs travaillent.

A 8 h. 10, deux escadrons de cuirassiers venant de Cambrai sont passés à Dorignies, se dirigeant sur Lille.

Les trains ont été dédoublés à la gare de Douai, pour avoir du matériel de transport en quantité suffisante, le cas échéant.

Aux Asturies, aux fours à coke et à la verrerie Alain-Chartier, à l'usine Delattre le travail est complet.

A Douai même, aucune manifestation ; mais les délégués se sont rendus à trois heures à la sous-préfecture pour remettre la pétition suivante :

« *Le comité ouvrier de la Manifestation du 1er mai à M. le Sous-Préfet*

» Monsieur,

» Vous voudrez bien, comme nous l'espérons, remettre à M. le ministre la présente pétition, en vous priant d'agréer nos sincères et respectueuses salutations.

» *Aux législateurs, à nos représentants*,

» Conformément aux décisions prises par le congrès des mineurs de Saint-Etienne, nous, mineurs, réclamons les réformes adoptées par ce congrès.

» Ce que nous voulons, ce sont des retraites assurées aux vieux travailleurs.

» Ce que nous réclamons, ce sont des salaires équivalents aux nécessités de l'existence.

» Nous désirons voir les mandataires du suffrage universel voter les lois que nous réclamons.

» Messieurs,

» Nous demandons sans retard les lois de protection que vous nous avez promises.

» D'accord avec le parti ouvrier, nous demandons sans retard la loi de huit heures de travail votées par les deux congrès ouvriers internationaux de 1889. »

A ARMENTIÈRES

Comme nous l'avions prévu, la matinée du 1er mai a été aussi calme que les autres jours de la semaine. Dans les ateliers et les tissages, tout le monde travaillait, et aucune manufacture ne chômait.

Quelques farceurs avaient écrit à la craie sur les portes des fabriques, dans la nuit de mercredi à jeudi, ces mots : « Arrêt à midi ». Mais cet appel n'a pas trouvé d'écho parmi les ouvriers.

Dans la matinée de jeudi, on a également placardé sur les murs de la ville l'affiche suivante :

« Travailleurs,

» Les délégués des syndicats et groupes du *Parti ouvrier* se présenteront le jeudi 1er mai, à midi, à la mairie, pour mettre en demeure les pouvoirs publics de réduire la journée de travail à huit heures et de réaliser les autres réformes réclamées par le Congrès international de Paris.

» Le même jour, à huit heures du soir, à la *Brasserie Humanitaire*, 25, rue des Promenades, réunion publique dans laquelle la délégation rendra compte de son mandat et où sera confirmé le pacte de fraternité scellé l'année dernière à Paris entre les prolétaires du monde entier. »

Comme il était convenu, la délégation du parti ouvrier, composée de MM. Henri Deschildre, Charles Dathoit, Boulingaler, Hersen, Martial Duval et Remy Flamant, s'est rendue à l'hôtel de ville, à midi dix minutes, et a été reçue par M. Chas, maire ; MM. Decheri et Dubot, adjoints, et M. Bourdon, substitut du procureur de la République, à Lille, qui était arrivé à Armentières par l'express de 10 h. 35. En ce moment, la Grand'Place était absolument déserte.

L'entretien a duré une vingtaine de minutes et pendant ce temps une centaine de curieux sont venus occuper le trottoir qui fait face à l'hôtel de ville : ces derniers n'ont rien perdu pour attendre, car en ce moment l'orchestre du théâtre Morieux est venu en voiture donner une sérénade devant le *Café de Paris*.

Le bruit court que les ouvriers du tissage mécanique, rue de Flandre, de MM. Cardon et Fauvergue, auraient décroché leurs métiers à trois heures un quart de l'après-midi.

A ANICHE

Treize ouvriers d'Aniche se sont présentés à onze heures à la mairie pour déposer une pétition demandant la réduction de la journée de travail à huit heures.

Le maire étant absent, les délégués ont déclaré qu'ils reviendraient. Tout est calme dans le bassin d'Aniche. Ce soir, à six heures et demie, chez Bertreaux, réunion pour la reddition des comptes du Syndicat.

A VALENCIENNES, DENAIN ET ANZIN

Dans ces localités, la manifestation du 1er mai est passée inaperçue.

Valenciennes, Denain et Anzin sont au calme plat. On travaille partout. Rien à signaler, absolument rien.

DANS L'ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI

Rien dans l'arrondissement de Cambrai. Cependant des mesures ont été prises. L'hôtel de ville est gardé par un piquet d'infanterie.

Un escadron de cuirassiers est en permanence dans la cour du quartier de cavalerie, chevaux sellés. Dans la cour de la citadelle, un bataillon du 1er de ligne attend en tenue de campagne.

A Cambrai, tous les ouvriers travaillent. On craint des troubles à Saint-Vaast et à Boussières et cinquante hommes sont en observation entre Fontaine-au-Pire et Bonnières. Rien au Cateau, rien à Beauvois.

Les brigades de gendarmerie de Cambrai et de Carnières sont parties à Roubaix ; deux compagnies d'infanterie ont été envoyées à Valenciennes et deux escadrons de cuirassiers à Lille.

A FOURMIES

A moins d'événements déconcertant toutes les prévisions, il n'y aura pas de manifestation ni à Fourmies, ni à Wignehies, ni dans les centres ouvriers de la région.

La population s'occupe beaucoup plus de la réjouissance traditionnelle de la plantation des arbres de mai que des revendications collectivistes. Ce matin, sauf 25 petits rattacheurs du peignage anglais Dumoulin qui, engagés par le beau soleil, sont probablement allés faire l'école buissonnière, il n'y a de chômage nulle part ni dans les tissages, ni dans les filatures.

On parlait d'une manifestation des verriers; on pense qu'elle n'aura pas lieu.

Fourmies, 1er mai. — *Le calme le plus parfait* n'a cessé de régner dans la ville industrielle de Fourmies pendant la journée de jeudi.

Aucune affiche invitant les travailleurs à chomer n'avait été placardée sur les murs.

Aussi de grand matin, comme d'ordinaire, le « coucou » ou cloche de filature a jeté son appel quotidien tous se sont rendus, aux peignages, filatures et tissages.

20 à 25 petits rattacheurs du peignage anglais Dumoulin ne sont pas rentrés à cinq heures du matin.

Ce sont des gamins qui ont probablement voulu faire l'école buissonnière.

Vers onze heures, des délégations de cinq membres se sont dirigées l'une après l'autre, vers la mairie, pour parler à M. A. Bernier, maire de Fourmies.

A ce moment une bande assez nombreuse de tisseurs est venue se former sur la terrasse en face de l'Eglise.

Après quelques sages paroles de M. Chauvin, commissaire de police et du maréchal des logis de gendarmerie, les ouvriers se sont dispersés sans bruit disant qu'ils n'avaient nullement l'intention de semer le désordre et qu'ils étaient venus accompagner leurs délégués.

Cela n'avait pas l'air d'une manifestation.

Dans une assemblée générale des filateurs tenue à Fourmies la semaine passée, il a été décidé que la journée de douze heures de travail serait continuée pendant six semaines, jusqu'au 18 juin, dans l'intérêt des ouvriers, et qu'alors, d'après la situation, on prendrait des mesures en conséquence.

Tisseurs et peigneurs ont donc repris leur travail du matin, cependant à la rentrée du déjeuner il manquait au peignage anglais 45 ouvriers ou ouvrières, chez M. Armand Petit, 42 rattacheurs et 21 filtiers, à la Sans-pareil, 4.

Chez M. Caignel, Crothelet et Cie 80, chez M. Alphonse Stainecq 24, chez M. Picot 35, chez M. Béreaux 10. Malgré ces absences aucun trouble nulle part.

Six délégations se sont présentées venant des filatures Caignet, Croihelet, Picot, Petit, Maillard et Ce, du tissage Stainecq Legrand et du peignage Dumollin et Ce. Ils réclament huit ou dix heures de travail et un gain par jour de 55 sous.

Une autre délégation de la sans pareille est venue vers quatre heures après-midi.

A la rentrée de deux heures il manquait un total de 500 ouvriers. Les ouvriers sont tranquilles, ils sont partis en grand nombre prendre « le frais » dans le bois d'Anor en fumant leur pipe. Là s'est borné leur manifestation.

Les verriers, de leur côté, ont délégué plusieurs d'entr'eux à l'ingénieur-directeur Mulot, demandant de pouvoir comme jadis, s'approvisionner de charbon pour leur famille en prenant au gros tas dans la cour de la verrerie. L'honorable directeur *a répondu* qu'il ne pouvait obtempérer à leur demande. Les délégués se sont retirés très calmes et se sont rendus au travail comme d'habitude. Des mesures de précautions avaient été néanmoins prises.

Fourmies, 1er mai.

A Avesnes, le 84e était dans ses casernements en tenue de campagne, une locomotive était en pression à la gare et des wagons préparés en cas d'éventualités. Un bataillon était à Férou petit village à trois kilomètres de Fourmies; une partie des troupes se trouvait à Hirson.

Les brigades de gendarmerie de Solre-le-Château, Trélon étaient venues renforcer celle de Fourmies. Leur rôle pacifique s'est borné à empêcher les attroupements.

Un individu se disant sujet italien, anarchiste de profession, a été arrêté par le garde-champêtre de Wignehies ; c'est la seule arrestation qui a dû être opérée.

Malgré cela, la fête du 1er mai, appelée le « mai », s'est passée comme toujours dans les établissements lainiers.

Chez M. Guinotte, devant l'entrée de la filature des drapeaux aux couleurs nationales ont été placés et une palme minuscule porte l'inscription : « Honneur aux jeunes filles ».

Devant les établissements Maillard et Cie, Buissart, on avait planté le « mai » traditionnel.

A MAUBEUGE

Maubeuge, 1er mai. — A Maubeuge et dans les communes industrielles environnantes, aux fourneaux laminoirs, fonderies et autres usines, les ouvriers français ne demandent que tranquillité et travail, les étrangers redoutent la frontière.

A DUNKERQUE

Dunkerque, 1er mai. — On ne se serait pas douté hier à Dunkerque que c'était le 1er mai, si la troupe n'avait été consignée par mesure d'ordre générale.

Les bassins présentaient une activité telle qu'on n'en avait vue de semblable depuis longtemps.

Les ouvriers ont travaillé comme les autres jours.

DANS LE PAS-DE-CALAIS

A LENS

et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais

Vers dix heures du matin arrivent de tous côtés des bandes nombreuses que les gendarmes et les agents, revolver au côté, font circuler.

A onze heures, les mineurs de Nœux font leur entrée à Lens, en tête marchent deux femmes portant le drapeau tricolore ; puis arrivent successivement les mineurs de Liévin, Bully-Grenay, Wingles, Billy-Montigny, etc.

A midi, 10 000 manifestants ouvriers se trouvent groupés sur le boulevard des Ecoles.

Lamendin sort en ce moment de l'estaminet Chopin, où il a son bureau. Après avoir pris l'avis des mineurs qui l'entourent, il décide qu'en présence de l'affluence des manifestants, la salle étant trop petite advienne que pourra, la réunion aura lieu en plein air sur la place de la République.

Aussitôt le défilé commence ; les manifestants traversent la Grande-Place, la rue de Douai, la rue Pecbœuf, la rue Neuve, la rue de la Gare et se massent sur la place de la République.

Lamendin monte sur un kiosque en construction, ayant à ses côtés le citoyen Moncomble, président du syndicat, et deux femmes qui portent un drapeau. Lamendin invite la foule à chanter la *Marseillaise*, puis il prend la parole et fait une conférence pendant laquelle aucun incident ne s'est produit.

Aucun emblème séditieux n'a été déployé. A l'heure où je vous télégraphie, tout est calme.

Les gendarmes de renfort sont casernés dans les ateliers de la Société anonyme, propriété de la Société des mines de Lens. Le service d'ordre est sous le commandement du lieutenant de gendarmerie M. Gest.

A Hénin-Liétard, tout est calme; une conférence aura lieu dans l'après-midi.

A Evin, un millier d'ouvriers parcourent les rues en chantant.

Pas d'incident.

Lens, 1er mai. — Une délégation est nommée pour parler au député de la circonscription, M. Deprez.

L'assistance se retire sans incident.

A cinq heures elle se reforme place Thiers, pour connaître la réponse du député.

Bien que les réunions en plein air soient interdites, la gendarmerie avait toléré celle de ce matin, elle veut interdire celle du soir; elle refoule les manifestants qui ne comprennent rien à ce changement d'attitude, on entend des bruits et des vociférations, puis sur de nouvelles instructions les gendarmes cessent et laissent faire.

Lamendin rend compte de la démarche des délégués près de M. Deprez qui a déclaré qu'il continuerait à travailler à l'amélioration du sort des ouvriers.

Lamendin est acclamé, il est porté en triomphe jusqu'à un café de la rue de la Gare, la foule veut suivre et la gendarmerie intervient de nouveau, mais la gendarmerie n'a plus d'autorité, on la raille, quelques cailloux répondent à sa résistance.

Alors les gendarmes à cheval mettent le sabre au clair, les gendarmes à pied la baïonnette au canon, et chargent la foule. Une bagarre se produit, les gendarmes frappent du plat du sabre, une sorte de rixe s'engage.

Les gendarmes débordés font un usage plus sérieux de leurs armes, un homme a une partie de l'oreille coupée, un autre est fortement blessé au poignet, un troisième a une blessure moins grave. En se dégageant un gendarme donne un coup de sabre dans la vitrine d'un café et manque de blesser un de nos confrères de la presse lilloise.

Enfin, deux compagnies du 3e de génie, casernées dans la fabrique du maire de la commune, arrivent et tandis que l'on continue à conspuer la gendarmerie, les cris de : Vive l'armée! éclatent de toutes parts.

Des ordres nouveaux arrivent, les gendarmes regagnent leur caserne et la foule calmée parce qu'elle prend de la reculade se promène par les rues au son de la *Marseillaise*.

A HÉNIN-LIÉTARD

Hénin-Liétard, 1er mai. — La manifestation à *Hénin-Liétard* a été à double détente; elle visait d'une part le gouvernement, de l'autre la compagnie houillère.

Une réunion a eu lieu salle Lamprez, elle n'a pas duré moins de deux heures. 1,200 mineurs étaient présents, *une double délégation a été formée*, l'*une* adressée au maire, l'autre à M. Voisin, ingénieur de la Compagnie des mines de Dourges.

La première sollicitait le vote des lois ouvrières actuellement pendantes au parlement; la seconde, plus inattendue, réclame *à la compagnie :*

1° Une augmentation de salaires de 20 0/0 en plus de celle de 10 0/0 récemment obtenue ;

2° Une augmentation de 50 centimes pour les ouvriers à la tâche ;

3° Le maintien des veuves et des vieillards dans les corons :

4° Une allocation mensuelle aux ouvriers de jour comme à ceux du fond, de quatre hectolitres de charbon.

Une nouvelle réunion a eu lieu *ce soir pour* prendre connaissance des dispositions de la Compagnie.

Cette réponse comme on pouvait s'y attendre, ne donnait pas satisfaction aux exigences ouvrières.

La grève a été votée séance tenante.

Les grévistes se réuniront ce matin.

A FLÉCHINELLE

Contrairement à ce qui s'est passé dans le restant du bassin du Pas-de-Calais, les ouvriers de la société de Fléchinelle n'ont pas quitté le travail. Aucun incident, tout est calme.

A CALAIS

La manifestation projetée ne semble pas avoir eu toute l'importance qu'on attendait. Il y a eu beaucoup de monde dans les rues, mais autant de curieux que de manifestants.

La matinée a été fort calme. De nombreux ouvriers stationnent boulevard Jacquart, rue Lafayette et place Crèvecœur.

A 8 heures 30, une compagnie d'infanterie entre à l'hôtel de ville ; les brigades de gendarmerie des environs arrivent et se placent dans les rues avoisinantes.

Jusqu'à dix heures et demie, peu d'animation dans les rues. Peu à peu des groupes se forment et se dirigent vers le salon de l'Elysée, où une réunion publique doit avoir lieu. Quatorze à quinze cents personnes y assistent dont beaucoup de curieux. A 10 heures 40, le bureau est formé : président, le citoyen Manouvrier ; assesseurs, les citoyens Lemaire et Martin.

Le citoyen Delcluze prend la parole. A nouveau, il recommande le calme; il donne lecture d'une pétition signée par 20 commissions ou chambres syndicales qui doit être présentée à midi à la mairie; il fait ensuite l'appel des commissions ou chambres syndicales qui ont adhéré en s'élevant contre les dessinateurs qui, ouvriers comme les autres, n'ont pas voulu signer.

Le citoyen Delcluze entre alors dans le vif de son sujet. « On a dit, ouvriers, que vous étiez des buveurs de genièvre; je proteste contre cette accusation. Ceux qui ont dit cela tremblent et ont recours à la gendarmerie, à la cavalerie et à l'infanterie pour se faire garder. Calais est aujourd'hui transformé en sous-préfecture. Nous avons le sous-préfet et le procureur. »

L'orateur s'élève contre les journaux qui n'ont pas compris le but de la manifestation; il lit quelques extraits de la *Lanterne* et du *Petit parisien* qu'il qualifie d'ânerics.

Ce long discours est interrompu par l'arrivée du commissaire central qui le fait demander pour l'organisation du cortège.

Delcluze laisse alors la parole au citoyen Salembier qui, après avoir continué sur le même ton, fait l'appel des délégués. Ceux-ci vont se ranger sur l'estrade, ils portent le triangle rouge à la boutonnière.

A onze heures 45, Delcluze annonce que les délégués vont se rendre à la mairie. La salle se vide lentement.

Enfin la délégation sort accompagnée de nombreux agents et se rend à la mairie par les rues Lafayette et d'Orléans.

La foule est maintenue sur les trottoirs et les rues avoisinantes sont barrées par la gendarmerie.

Le calme le plus complet n'a cessé de régner pendant le trajet. A la mairie, les délégués ont été reçus par le maire et deux adjoints qui ont promis de transmettre à qui de droit la pétition qui a été remise. Ajoutons que les représentants de la presse n'ont pas été admis à l'entrevue. Delcluze a protesté contre cet ostracisme.

A la sortie de la mairie, les délégués sont allés à l'estaminet Wicart et ensuite se sont dispersés.

A une heure, les rues de Calais avaient repris leur physionomie habituelle.

Calais, 1er mai. — A huit heures une réunion a eu lieu dans les salons de l'Elysée, rue Lafayette, où une conférence a été donnée par Delcluze, Salembier et Delhaye.

La sortie s'est effectuée paisiblement, aucune arrestation n'a été opérée.

A PARIS

La matinée

Paris, 1er mai. — Paris est, à dix heures du matin absolument calme.

Les boutiques sont ouvertes comme d'ordinaire; aucune maison de banque ou de crédit n'a fermé ses portes.

Il n'y aurait rien d'anormal dans la ville, si certains monuments publics n'étaient plus étroitement surveillés que de coutume.

C'est ainsi qu'au Palais de justice, on a clos la grande grille dorée, qu'à la Banque de France une petite porte reste seulement ouverte, donnant passage seulement à deux personnes à la fois; enfin, qu'à la Bourse du travail, quatre gendarmes armés de fusils, interdisent à tout venant l'accès des bureaux.

Aucun groupe dans les rues ou sur les places, sauf aux environs des halles, où nous avons remarqué ce matin une certaine animation.

Mais dans la plupart des autres quartiers, nous le répétons, plutôt moins de monde que d'habitude ; c'est le fait qui nous paraît mériter d'être signalé.

Sur les grands boulevards, aucune boutique n'est fermée.

Plusieurs de nos rédacteurs se sont rendus ce matin dans les diverses usines qui semblaient plus particulièrement menacées par le chômage d'aujourd'hui : presque partout les ouvriers travaillent, notamment aux forges d'Ivry, aux ateliers Cail, à la verrerie Vidi, à Pantin, aux forges et chantiers de la Loire, à Saint-Denis, etc.

Les employés de la compagnie des omnibus, les ouvriers occupés à la démolition des édifices du Champ-de-Mars, les déchargeurs de bateaux travaillent également.

A la verrerie Lissande, à Aubervilliers, les verriers ne se sont pas présentés ce matin : par contre, aux ateliers de sellerie militaire Lecerf et Sarda, le personnel est au complet.

Les grands magasins de nouveautés sont ouverts ; au Louvre, nous constatons en passant que les chargés du dehors ont été supprimés.

Dans les ateliers des compagnies de chemin de fer, tout le monde a travaillé: un grand nombre de cochers sont sortis; l'on dirait que les boulevards extérieurs, très vivants d'ordinaire, à la sortie des ateliers, sont aujourd'hui mornes et comme déserts.

Peu de monde chez les marchands de vin.

Boulevard de la Villette, Ménilmontant, Charonne, au faubourg St-Antoine, aucune effervescence, pas le moindre désordre.

Beaucoup d'ouvriers travaillent, il en est de même pour les ouvriers bouchers aux abattoirs.

Un certain nombre de grévistes de l'après-midi ont travaillé jusqu'à midi.

Ce matin la plupart des ouvriers chauffeurs ont déclaré faire grève.

La compagnie a pris, dit-on, toutes les mesures pour leur remplacement immédiat.

La grève paraît porter plus spécialement sur les usines de St-Mandé, St-Denis, Ivry, Vaugirard, Aubervilliers; dans ce dernier endroit, ce matin, on signale les tentatives d'intimidation exercées par quelques grévistes qui se rendaient à leur travail; quelques arrestations auraient été opérées.

Rien de suspect durant toute la matinée, à la Bourse ; le commissaire de police du quartier a fait fermer vers onze heures toutes les grilles du jardin, sauf celle faisant face au grand escalier.

On empêche tout stationnement sous les galeries extérieures, dans le jardin, et jusque sur les marches du pérystile.

En présence de manifestations ou du barrage des rues par les troupes, les directeurs de théâtre sont presque décidés à ne pas faire jouer ce soir.

Les théâtres subventionnés seuls, la Comédie-Française, l'Odéon et l'Opéra-Comique maintiennent leurs spectacles ce soir, à moins de graves événements.

Des mesures exceptionnelles ont été prises au Palais-de-Justice en vue de la manifestation.

Des affiches apposées cette nuit, en effet, par les anarchistes, on ne sait trop comment, car les abords du palais sont continuellement sillonnés par les agents et des sentinelles veillent à toutes les portes, annonçaient que le palais serait incendié cette après-midi.

Bien que ces affiches aient été aussitôt enlevées, elles n'en ont pas moins produit cependant une grande sensation, dans tout le quartier; aussi, lorsque nous arrivons au palais, voyons-nous, sur la place Dauphine, presque toutes les boutiques fermées.

Des troupes occupent les sous sols du palais, et dans les corridors les gardes du commandant Lunel sont renforcés.

Le public ne peut pénétrer au palais que par la cour Dauphine ou par celle de la Sainte-Chapelle, en passant devant le poste de la garde républicaine ; toutes les autres entrées sont rigoureusement condamnées.

Nouvelles arrestations

Cinq arrestations nouvelles d'anarchistes ont été opérées ce matin, à six heures, à Saint-Denis ; ce sont les sieurs Pourry, Bourgeois, Segard, Monerot et Caission.

Ils sont poursuivis à la suite de réunions publiques pour excitation au meurtre et à l'incendie.

Tous les cinq ont été conduits au dépôt de la préfecture de police, après avoir subi un premier interrogatoire.

Des perquisitions opérées chez ces individus n'ont amené aucun résultat.

Cinq autres arrestations ont été opérées dans divers quartiers de Paris.

A la Bourse du Travail

Deux heures. — La Bourse du Travail est fermée par ordre supérieur; elle est occupée par un détachement de sergents de ville et la porte est gardée par quatre gendarmes des brigades de la Seine.

Aux alentours des gardiens de la paix sont disséminés et dispersent les groupes qui commencent à se former.

Rue Quincampoix, on arbore, à quelques fenêtres, des drapeaux rouges avec cette inscription : *1er mai – huit heures de travail* »; la police a fait enlever ces drapeaux.

Chez M. de Rothschild

Rue Laffite, des troupes sont dans les cours de l'hôtel M. de Rothschild, où, paraît-il, on a craint un moment que la manifestation ne se porte en masse.

D'après les renseignements que nous recueillons, et que nous ne donnons que sous réserves, MM. de Rothschild auraient quitté Paris hier soir pour se rendre au château de Ferrières, où les manifestants n'iront certes pas les chercher.

Place de la Concorde

Dès midi et demi, la place de la Concorde commence à se garnir; les curieux se massent tout autour, le long des parapets.

Trois voitures traversent la place; chacune d'elle porte quatre individus avec des chapeaux à larges bords, qui chantent la *Marseillaise*, ils ne sont pas inquiétés.

Une soixantaine d'individus s'emparent des bancs qui sont placés à l'entrée de l'avenue des Champs-Elysées, ils en sont immédiatement expulsés.

Une première arrestation est faite, celle d'un garçon pâtissier qui est conduit au poste pour insultes aux agents.

La circulation n'est pas interdite place de la Concorde, mais les rassemblements sont immédiatement dispersés.

Rue Royale, une centaine d'individus qui s'étaient massés devant la boutique du glacier Imoda, viennent d'être refoulés vigoureusement par les agents.

La grande majorité des magasins ont fermé leurs volets.

On vient de faire évacuer le porche de la Madeleine, les grilles resteront pourtant ouvertes.

Les officiers de la garde républicaine sont sur la terrasse des Tuileries, attendant les événements.

A une heure, les ouvriers commencent à arriver par groupes de 3 à 5 ; on annonce 2 arrestations, celle de curieux qui, refoulés par la police, ont insulté les agents.

Un *groupe d'ouvriers charpentiers* vient sur la place de la Concorde ; ils arborent l'insigne triangulaire qu'ils portent à leur gilet de manière à le pouvoir dissimuler facilement.

A 1 h. 35, un peloton de gardes municipales à cheval vient d'arriver, sortant des Tuileries et charge les curieux et les manifestants qui sont déjà nombreux sur la place; en un clin d'œil, la place est balayée.

A deux heures, une masse d'ouvriers se dirigeant vers la place de la Concorde, par la rue Boissy-d'Anglas, est refoulée par les agents; la garde républicaine paraît ensuite et à nouveau dégage la place; la foule fuit.

La rue Saint-Florentin est encombrée de manifestants et de curieux qui se sauvent.

La rue Royale commence à devenir plus animée, les individus en blouse et en casquette y sont plus nombreux, ils se dirigent séparément vers la place de la Concorde; c'est à peine si deux ou trois d'entre eux ont arboré à leur boutonnière l'insigne en cuir rouge dans nous avons parlé.

Sur la place de la Madeleine, de nombreux curieux se sont installés sur les marches de l'église ; sur la place, se tiennent une centaine d'agents.

Vers deux heures, M. Garnot, officier de paix, à la tête de la deuxième brigade centrale et de quelques cavaliers de la garde républicaine, repousse un groupe de manifestants qui s'est formé au commencement de l'avenue Gabriel.

Les manifestants s'enfuient dans la rue Boissy-d'Anglas; lorsqu'ils arrivent rue du Faubourg-St-Honoré, ils trouvent à leur gauche les gardiens de la paix du 8e arrondissement qui les empêchent de se diriger vers l'Elysée; force leur est de regagner la rue Royale par la rue du Faubourg-St-Honoré.

Départ de la délégation

Nous avons dit que la délégation, composée exactement de MM. Baudin, Ferroul et Thivrier, députés; Vaillant, conseiller municipal ; Roussel et Lacoste, tailleurs : Lentzel, Gonzon, limonadiers-restaurateurs; Dufuc, cocher ; Feline, cordonnier, et Jules Guesde avait tenu secret le lieu de son rendez-vous; ce lieu de rendez-vous était la brasserie Mollard, rue Saint-Lazare devant l'hôtel Terminus.

Dès une heure de l'après-midi, M. Thivrier vêtu de sa blouse, arrivait accompagné de MM. Vaillant et Baudin : successivement arrivaient M. Ferroul, Gouzou, Duluc, Féline, Lentz, Jules Guesde, etc.

Les délégués se sont alors répartis les mandats qui les autorisaient à pénétrer au Palais-Bourbon.

A deux heures moins un quart, les délégués sont sortis de la brasserie et se sont formés en cortège par groupes de deux ou trois, espacés de dix mètres en dix mètres.

La délégation prit alors sur le trottoir par la rue Saint-Lazare; la rue de l'Arcade, qui était presque déserte: elle a traversé le boulevard Malesherbes, qu'elle a remonté jusqu'à la place de la Madeleine.

De nombreux curieux massés depuis midi sur les marches de l'Eglise de la Madeleine n'ont même pas aperçu la délégation.

Cette dernière a suivi la rue Royale; mais arrivée au coin du faubourg St-Honoré elle a été arrêtée par la foule que repoussaient des brigades à cheval.

A ce moment, MM. Ferroul et Baudin ont sorti leur écharpe; M. Thivrier l'a pressée sur sa blouse, et M. Vaillant s'est ceint de son écharpe de conseiller *municipal*.

Après quelques pourparlers avec les agents, la délégation a repris sa marche sur la chaussée, au milieu de nuages de poussières.

La petite troupe s'avance, serrée de toutes parts par des gardiens de la paix et des gardes municipaux à cheval.

Lorsqu'elle arrive au coin de la rue Royale et de la place de la Concorde, elle est arrêtée par un officier de paix, mais après de nouveaux pourparlers la délégation se remet en marche.

Elle est encore arrêtée au milieu de la place de la Concorde, près des Fontaines par le même officier de paix.

Les délégués exhibent leurs mandats, et, après une discussion, le cortège, augmenté de quelques journalistes, continue son chemin vers le Palais-Bourbon.

A l'entrée du pont de la Concorde, se pressent sur les trottoirs deux ou trois cents curieux que les cavaliers de la garde républicaine dispersent.

Les trois députés et les délégués, précédés d'un détachement de gardes municipaux à cheval, et entourés *d'une double haie de gardiens de la paix* arrivent à la grille du Palais-Bourbon dont la porte n'est qu'entrebâillée.

L'officier de la paix vérifie de nouveau les mandats des délégués.

Les délégués seuls sont admis dans le Palais-Bourbon.

Au Palais-Bourbon

Les abords du Palais-Bourbon sont absolument déserts; on ne voit rien que des képis d'agents de police.

De temps à autre passe, sur le quai d'Orsay, une patrouille de cavalerie au petit galop.

A l'intérieur, le palais est gardé par deux compagnies d'infanterie en tenue de campagne.

Une trentaine de députés se promènent dans le salon de la Paix; nous remarquons un certain nombre de boulangistes.

« Et le général, demande-t-on à l'un d'eux, il n'est donc pas à Paris ?

— Je crois, répond finement le député, que le train de Jersey a du retard. »

A deux heures, on désigne sur le pont de la Concorde la délégation qui vient porter à la Chambre la pétition des ouvriers; elle est escortée d'une escouade de sergents de ville.

Tous les curieux ont été écartés.

Les délégués sont une vingtaine; en tête marchent les trois députés socialistes : MM. Ferroul, Baudin et Thivrier, en blouse naturellement, revêtus de leurs insignes.

On remarque beaucoup leur pâleur et leur émotion ; on dirait qu'ils viennent d'échapper à un grand danger.

Devant la grille, ils sont reçus par les questeurs et le colonel commandant le Palais-Bourbon ; on ne laisse pénétrer que douze d'entre eux et on referme la grille sur les autres.

Voici les noms des délégués qui sont introduits au secrétariat de la présidence : MM. Ferroul, Baudin, Thivrier, *députés*, Vaillant, *conseiller municipal*, Guesde, Ferline, Lentz, Guignet, Duluc, Lacoste, Roussel et Gouzon.

Voici la version officielle de leur entrevue.

Conformément aux instructions données par M. le président, MM. les questeurs ont conduit MM. Ferroul, Baudin et Thivrier et les citoyens qui les accompagnaient au cabinet du secrétaire général de la présidence.

M. Ferroul a remis à M. Pierre, 82 pétitions émanant des chambres syndicales et M. Vaillant a annoncé que d'autres pétitions, ayant le même objet, seraient ultérieurement envoyées.

Après avoir pris connaissance de ces pétitions, et après la déclaration faite par les députés qui ont protesté contre toute pensée de rattacher les pétitions à un rassemblement formé sur la voie publique, le secrétaire général a reçu les pétitions et les a fait enregistrer.

M. Ferroul a demandé alors à voir le président et à lui présenter les citoyens qui l'accompagnaient.

M. Floquet ayant permis à M. Pierre d'introduire auprès de lui ses collègues, ainsi que les personnes venues avec eux, une courte entrevue a eu lieu dans le cabinet du président.

M. Ferroul a remercié M. Floquet d'avoir maintenu le droit de pétition des travailleurs.

M. Floquet a répondu que ce droit n'avait été contesté par personne, qu'il avait donné l'ordre de recevoir la pétition et de l'enregistrer, suivant les formes réglementaires; qu'il prenait acte de nouveau que la pétition émanait d'ouvriers des syndicats qui l'avaient régulièrement signées et non d'un rassemblement sur la voie publique.

M. Floquet a ajouté qu'il pouvait être en désaccord avec les pétitionnaires, sur plus d'un point, mais que la Chambre examinerait avec intérêt toutes les questions touchant au sort des travailleurs; ses collègues présents savaient d'ailleurs quels moyens les règlements leur donnaient d'amener sur leur pétition un débat public devant l'assemblée.

En sortant de chez M. Floquet, les délégués sont entrés dans la salle des gardes, pour rédiger un procès-verbal de leur entrevue; le voici :

« Conformément à la décision prise hier soir en assemblée générale des représentants des chambres syndicales parisiennes et des délégués au congrès international de Paris, la délégation chargée de porter aux pouvoirs publics la pétition pour la journée de 8 heures et les autres résolutions du congrès international est partie à deux heures de la place de la Concorde et s'est présentée à la Chambre des députés.

» Elle a été reçue par le secrétaire qui a enregistré les pétitions.

» Avis a été donné que ce pétitionnement collectif sera complété par les adhésions annoncées et non encore reçues, et continué par un pétitionnement individuel qui commence aujourd'hui dans la population ouvrière.

» La délégation a été ensuite reçue par le président de la Chambre, qui a déclaré être pénétré de toute l'importance de la question et ne pas douter de l'intérêt avec lequel la Chambre discutera les revendications formulées. »

Avant de quitter la salle des gardes, les délégués se sont fait photographier par un photographe de l'*Illustration*, attaché à leurs pas; puis ils sont sortis du Palais-Bourbon sans aucun incident.

* *
*

Paris, 3 h. 45. — Les députés socialistes et délégués traversent la place de la Concorde revenant de remplir leur mission à la Chambre. On les fait disparaître isolément.

La rue Royale est déblayée de fond en comble, la manifestation est terminée et la place de la Concorde reprend son aspect habituel.

Les conseillers municipaux délibèrent toujours à l'Hôtel-de-Ville, le secret absolu est gardé.

Quelques groupes sont dissipés dans les rues avoisinantes, une arrestation est opérée. La tranquillité n'est que faiblement troublée plutôt par les agents que par les curieux qui sont très calmes.

A la Villette, un ouvrier fumiste a tiré trois coups de pétard en criant : Vive Louis-Philippe !

Paris, 1er mai. — Vers trois heures, les gardes républicains à cheval ont dispersé les curieux qui s'étaient postés sur les balustrades qui entourent la place de la Concorde. Ceux-ci se réfugièrent devant l'hôtel du ministère de la marine et dans la rue Royale. Les gardes républicains se dirigèrent de ce côté; une panique se produisit, la foule s'engouffra en courant dans la rue Boissy d'Anglas et dans l'avenue Gabriel. Bientôt les manifestants furent refoulés jusqu'à la hauteur des Concerts.

A ce moment une compagnie d'infanterie sortit du jardin des Tuileries et vint se ranger sur le quai qu'elle barra dans toute sa largeur.

Une trentaine de gardes républicains à cheval sortent à cet instant du ministère de la marine et traversent la place au pas.

A l'entrée des rues débouchant sur la place, les agents sont maintenant postés. Ils ne laissent pas ser aucun manifestant.

A quatre heures tous les abords de la place de la Concorde et la place elle-même, dégagés par la force armée, sont maintenant déserts et le nombre des manifestants, ou plutôt des curieux diminue.

Il y a jusqu'ici une quinzaine d'arrestations.

Cent blessés

4 heures. — Un fort groupe de manifestants débouche du haut des Champs-Elysées et s'engage rue du Cirque se dirigeant vers l'Elysée. Les agents se portent immédiatement devant le groupe; une lutte s'engage, les agents sont obligés de dégainer. Il y a une centaine de blessés.

M. Bacot, officier de paix, se porte aussitôt avec ses agents au devant du groupe qu'il veut refouler, mais celui-ci engage une lutte terrible avec les gardiens de la paix qui sont obligés de dégainer.

Bientot après un escadron de gardes à cheval qui attendaient dans la cour du ministère de l'intérieur arrive sur les lieux et sabre au clair, au galop charge les manifestants dont un grand nombre sont blessés,

Les gardiens de la paix eux-mêmes ont été très malmenés, plusieurs sont légèrement blessés. M. Bacot ordonne à ses hommes de reculer lentement et mettant sabre au clair pour attendre la cavalerie qu'on a été chercher.

La bataille dure aussi acharnée pendant quelques minutes.

M. Bacot lui-même, aux prises avec une vingtaine de manifestants reçoit plusieurs coups de bâton dont l'un l'atteint violemment à l'épaule gauche, en outre un coup de couteau lui a déchiré la main droite.

L'échauffourée a duré environ dix minutes. L'homme à la ceinture rouge a été le premier à s'enfuir criant comme un forcené « à l'assassin ».

Les magasins de la rue Saint-Honoré sont fermés, les abords de l'Elysée et le ministère de l'intérieur sont gardés par des agents ; toutefois la circulation continue.

Nouvelles charges

Paris, 5 heures 20. — Place de la Concorde, les charges se succèdent ; elles sont dirigées contre les curieux, cela va sans dire. Plusieurs arrestations sont opérées.

Une bande, évaluée à un millier d'individus armés de gourdins et de casse-têtes. En tête marche une sorte de colosse portant une ceinture de flanelle rouge et jouant du bâton comme un tambour-major.

Les agents qui n'étaient que 50, demandèrent aussitôt des renforts au ministère de l'intérieur ; ils furent aussitôt débordés et tirèrent le sabre.

Il se produisit alors une bagarre épouvantable, lorsqu'un officier, commandant la garde à cheval, cria : « Sabre au clair, chargez ! » La foule se sauve en poussant des cris de terreur.

6 heures. — Tous les magasins des boulevards sont maintenant fermés.

En dehors des troubles dans la rue, le fait le plus important de la journée est évidemment l'installation du préfet de la Seine à l'Hôtel-de-Ville. C'est pour ainsi dire une sorte de coup d'état de la part de M. Constans.

Les étrangers

Paris, 1er mai. — Les bourses étrangères ont envoyé des cotes très fermes. Notre place, de son côté, a témoigné de la confiance dans le résultat final de la journée par un mouvement de hausse sur nos rentes, toutes les valeurs ont bénéficié de ces bonnes dispositions.

Paris, 1er mai. — Le correspondant parisien du *Times* a eu hier une entrevue avec M. Constans qui, entre autres choses, lui a dit « qu'aussitôt cette journée passée, il s'occuperait de purger la France des 4 ou 5,000 étrangers qui troublent la sécurité et qui apportent chez nous des dangers qu'ils n'oseraient pas créer chez eux. Il est temps de mettre un terme à cet incendie permanent ».

Paris, 1er mai. — Une délégation composée de Vaillant, Chauvrière, Alphonse Humbert, conseillers municipaux, Thivrier, Baudin, députés, etc., se présente aux postes de l'Hôtel-de-Ville où se tient M. Laurençon, secrétaire-général de la préfecture de la Seine, qui s'oppose à l'entrée des membres de la délégation autres que les conseillers municipaux; ceux-ci protestent énergiquement. M. Laurençon maintient son refus, Vaillant et deux de ses collègues montent demander l'autorisation.

Le but des délégués est de demander au bureau du Conseil d'intervenir auprès du préfet de police pour la mise en liberté des manifestants arrêtés, lesquels atteignent une centaine.

Ce soir aura lieu une réunion dans le XXe arrondissement. Au comité Vaillant, on affirme que le préfet de la Seine est installé depuis ce matin à l'hôtel-de-ville.

A cinq heures quarante, place de la Concorde, un agent a été blessé à la main d'un coup de couteau par un individu qu'il arrêtait. Les gardes à cheval ont quitté la place, le calme est absolu.

Le Préfet de la Seine à l'Hôtel-de-Ville

5 heures 15. — La démarche de MM. Vaillant, Humbert, etc., auprès de MM. Poubelle n'a pas réussi ; le Préfet de la Seine se retranchant derrière les ordres formels qu'il a lui-même reçus a maintenu le refus opposé par M. Laurençon de laisser pénétrer les députés dans l'Hôtel-de-ville.

6 heures. — M. Poubelle ne se serait installé aujourd'hui à l'Hôtel-de-Ville que temporairement.

Les membres du conseil général n'ont pris aucune décision; ils ne s'étaient réunis que pour échanger leurs impressions et mettre, si besoin en était, leur intervention au service des délégations.

M. Constans et M. Poubelle

Paris, 11 heures soir. — L'installation du préfet de la Seine à l'hôtel de ville est l'objet de tous les commentaires.

M. Constans, dit-on, ne pouvait trouver une meilleure occasion, puisque les pouvoirs de l'ancien conseil sont expirés et que, même les candidats autonomistes, ont besoin de l'administration pour se faire élire au scrutin de ballottage.

Il est donc probable que jusqu'à dimanche les autonomistes ne protesteront que faiblement.

On nous raconte que ce matin le ministre de l'intérieur aurait fait appeler M. Poubelle, et lui aurait déclaré à brûle-pourpoint qu'il devait cou-